



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 25 novembre 2021

Discours de Blanquer : toujours, le déni de réalité

Ce jeudi 25 novembre, le gouvernement a présenté en conférence de presse la situation sanitaire et le développement de la cinquième vague épidémique. De nouveau, le ministre Blanquer a minimisé la situation en prétendant contre toute évidence que les établissements scolaires étaient davantage épargnés par cette cinquième vague que les autres secteurs de la société du fait d'un meilleur respect des gestes barrière et d'une couverture vaccinale importante.

La seule nouvelle mesure annoncée concerne un assouplissement de l'existant dans le premier degré, avec une nouvelle règle : en cas de cas positif détecté dans une classe, il n'y aura pas de fermeture de la classe, mais éviction des élèves en attendant qu'ils puissent présenter un test négatif. L'absence de précision apportée sur la nature des tests et les modalités de déclaration de leurs résultats par les parents montre que le risque est important qu'il s'agisse d'une nouvelle usine à gaz.

Disons-le tout net : le ministre ne prend une nouvelle fois pas la mesure de la situation et continue dans la politique du déni. SUD éducation avait dénoncé dès cet été l'absence de critère objectif de classement dans l'une ou l'autre des catégories dans le protocole sanitaire. Le fait que Blanquer ait annoncé le maintien, malgré le contexte actuel, de l'ensemble de l'Éducation nationale dans la catégorie 2 montre que ce classement relève en réalité d'un choix politique et non de critères scientifiques objectifs.

Nos revendications restent inchangées. Pour faire face de manière durable à la crise sanitaire, la seule solution pérenne est de recruter massivement des personnels afin de faire baisser de manière durable le nombre d'élèves présent·e·s simultanément dans les classes, les écoles

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fed@sudeducation.org

www.sudeducation.org



et les établissements. Au-delà des personnels enseignants, il est également urgent de recruter des personnels AESH, AED, infirmier·es et assistant·es de service social. C'est pour cela que, depuis le printemps 2020, SUD éducation revendique un plan d'urgence pour l'éducation. Dans l'immédiat, il est urgent de fournir des capteurs de CO2 et des purificateurs d'air dans le cadre d'une dotation d'État, et non de renvoyer leur acquisition aux collectivités.

SUD éducation se prononce contre le passe sanitaire, et pour la levée de l'obligation vaccinale pour les personnels concernés. Néanmoins, la campagne de vaccination doit être rendue possible de manière massive par la mise en place au plus près des personnels et des élèves, dans les écoles, les établissements ou à proximité, de centres de vaccination pris en charge par l'Éducation nationale. La vaccination sur temps de travail doit pouvoir être effective, par des autorisations d'absence de droit sans difficulté faite par la hiérarchie, telle que le prévoit la réglementation.

Encore une fois, l'inaction du ministre est patente : SUD éducation appelle les personnels à se réunir localement et à définir leurs revendications, et demande à ce que les CHS d'établissements, des CSHCT départementaux et académiques soient réunis au plus vite pour définir les modalités à mettre en oeuvre pour faire face à la cinquième vague.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

